



trictive et réduite aux chômeurs activement présents sur le marché du travail, donc susceptibles d'exercer une pression sur la détermination des salaires (par exemple, on éliminera les chômeurs de longue durée);

- dans une perspective de croissance potentielle, le chômage désigne une réserve de main-d'œuvre potentiellement mobilisable; on pourra l'élargir à différentes formes de sous-emploi (temps partiel contraint, travailleurs « découragés »...);

- dans une perspective de respect du droit à un travail décent, on tiendra compte aussi d'autres formes de déni de ce droit caractérisées par l'existence d'emplois « inadéquats » (au sens du BIT), qu'il s'agisse de mauvaises conditions de travail, de bas salaires ou d'emplois précaires.

Les indicateurs répondent à différents types de demandes: celles des décideurs politiques, des chercheurs et experts, des acteurs sociaux, de l'opinion publique... Il y a peu de chances qu'un indicateur puisse satisfaire simultanément tous les utilisateurs.

Le problème le plus difficile est celui de l'arbitrage entre pertinence et lisibilité. Confrontés aux critiques avancées contre le simplisme dangereux des indicateurs, la réaction logique des statisticiens est de les perfectionner, donc de les complexifier. Le risque est alors que des utilisateurs non-experts ne puissent se les approprier. Exemple: le taux de travailleurs pauvres.

Un problème voisin est posé par le recours à un indicateur synthétique. L'idée est de délivrer un message simple, compréhensible par chacun et susceptible d'être largement perçu dans l'opinion publique, par exemple grâce à un indicateur synthétique des inégalités. Le problème est que la réalité sociale est irréductiblement multidimensionnelle. L'indicateur synthétique est une boîte noire qui résulte à la fois du choix d'une liste d'indicateurs. ●

Le développement durable, nouvelle frontière pour les droits de l'Homme

Il n'est pas anodin que la Ligue des droits de l'Homme ait choisi la thématique du développement durable pour son Université d'automne 2008.

Jean-Pierre DUBOIS,
président
de la Ligue des droits
de l'Homme

L'humanité est confrontée à un défi sans précédent dans son histoire.

L'individu pensant que Descartes qualifiait de « maître et possesseur de la nature » est aujourd'hui capable d'influer, par les mutations de ses modes de production et de consommation, sur les équilibres vitaux de la planète qu'il habite, au point de mettre en question sa survie même à terme relativement rapproché. Dès lors, la maîtrise politique des évolutions des modes de vie produites par l'exploitation marchande des progrès technoscientifiques et par l'incidence de ces progrès sur nos comportements n'est plus un objet de débats parmi d'autres sur la société souhaitable, mais tout simplement la question du maintien d'une humanité possible.

Point n'est besoin d'insister longuement sur l'ampleur des bouleversements inévitables. A supposer, ce qui est loin d'être acquis, qu'après Poznan, à Copenhague, les dirigeants des Etats prennent enfin des décisions fortes et d'application rapide, le niveau des océans, qui n'a monté que de 20 centimètres depuis un siècle, augmentera de 40 centimètres au moins... et de 2 mètres au plus - la « fourchette » de prévisions n'est pas plus précise en l'état - d'ici 2100. Ce qui signifie que, pendant le cours de la vie des

enfants qui naissent aujourd'hui, 20 % de l'humanité aura dû fuir les zones côtières où elle réside: près de 2 milliards de réfugiés écologiques en perspective, un ensemble de mouvements migratoires sans précédent dans la mémoire humaine. Cette seule donnée, déjà irréversible, suffit à mesurer l'urgence. Que de temps déjà perdu depuis Kyoto!

La mutation du totem de la « croissance » financièrement mesurable ⁽¹⁾ en « développement durable », c'est-à-dire en mieux-être humain compatible avec la viabilité à long terme de notre écosystème, est non seulement une « nouvelle frontière pour les droits de l'Homme » mais la condition même de leur effectivité: quels droits resterait-il à vivre si le monde devenait, très littéralement, invivable?

Il ne s'agit pas de changer de paradigme

C'est pourquoi l'Université d'automne des 29 et 30 novembre 2008 marque un tournant dans nos modes de pensée et d'action. Il n'est en effet pas question de substituer un totem à un autre, ni de sacrifier à une mode « bobobaba cool » passant un coup de peinture verte ⁽²⁾ pour recouvrir d'un écran opaque urgences sociales et rétablissement de l'égalité. Le Sud, y compris le « Sud du Nord » à deux pas du



DOSSIER

Durable?

boulevard périphérique parisien, ne saurait se voir présenter la note de frais des folies historiques du Nord au motif qu'il ne reste plus une once de « folie » permise.

Accord sur l'urgence, flou sur les « moyens »

Il nous faut donc penser non seulement une révolution économique, sociale et culturelle « globale » mais aussi, indivisiblement (car sans cette indivisibilité rien ne sera juste ni même possible), un rééquilibrage massif de l'utilisation de ce qui reste à l'humanité en termes de marges de manœuvre, qu'il s'agisse de consommation d'énergies non renouvelables ou plus largement d'empreinte écologique liée à l'urbanisation et à l'industrialisation. Car le « post-industriel » n'est pour partie qu'une illusion de dominants : les composants électroniques, les « puces » et les machines-outils de la génétique, à la base de la croissance d'activités de « services » de pointe, n'ont rien d'immatériel, et leur production n'est pas sans impact, loin de là, sur les ressources naturelles planétaires. Que les « ateliers du monde » aient largement migré d'Europe et d'Amérique du Nord vers l'Asie ne change rien au « bilan carbone » global, et pose précisément le problème de la juste répartition planétaire des coûts de la mutation.

Puisque nous n'avons pas le choix, ce que nous devons mesurer ici et maintenant n'est pas si nous sommes capables de faire face, mais comment nous parviendrons à lever les obstacles avant qu'il ne soit trop tard. Une des difficultés majeures du moment que nous vivons est le décalage entre l'objectif et le subjectif, entre l'état du monde et la conscience que nous en avons. Le rapport entre les deux pôles de cette contradiction est heureusement en train de s'inverser : l'intériorisation de l'urgence a considérablement progressé, même aux Etats-Unis, dans les toutes dernières années, et les combats d'arrière-garde

menés « allègrement » par les « climato-sceptiques » ont disparu des débats scientifiques sérieux. En revanche, la mesure précise et fiable de l'ampleur des défis reste affectée de fortes incertitudes, qu'il s'agisse d'indicateurs sociaux ou écologiques⁽³⁾.

Ce flou de l'avenir – dont nous savons qu'il sera bouleversé sans pouvoir en tracer clairement les nouveaux contours – explique que les individus soient encore « scindés » dans leurs comportements : les contradictions économiques, sociales et environnementales ont bien été intériorisées, mais ces contradictions mêmes agissent sur les choix réels qui divergent souvent selon que nous sommes salariés, consommateurs, usagers, épargnants, etc. Reste que, confusément mais sûrement, chacun sent désormais que l'individualisme compétitif à outrance est synonyme d'irresponsabilité et de catastrophe systémique, dans l'ordre des alertes écologiques comme dans celui des crises financières, économiques et donc sociales.

L'indivisibilité de l'écologique et du social

La contradiction est en effet devenue évidente, au sein des trois « piliers du développement durable », entre d'une part l'économique – marchandisé, déréglé et financiarisé jusqu'à l'absurde le plus contre-productif – et d'autre part à la fois le social et l'écologique. Le marché est structurellement imperméable à toute logique de « durabilité » ; sa régulation politique, son cantonnement par le politique là où il est utile et non nuisible, sont des urgences clairement vitales.

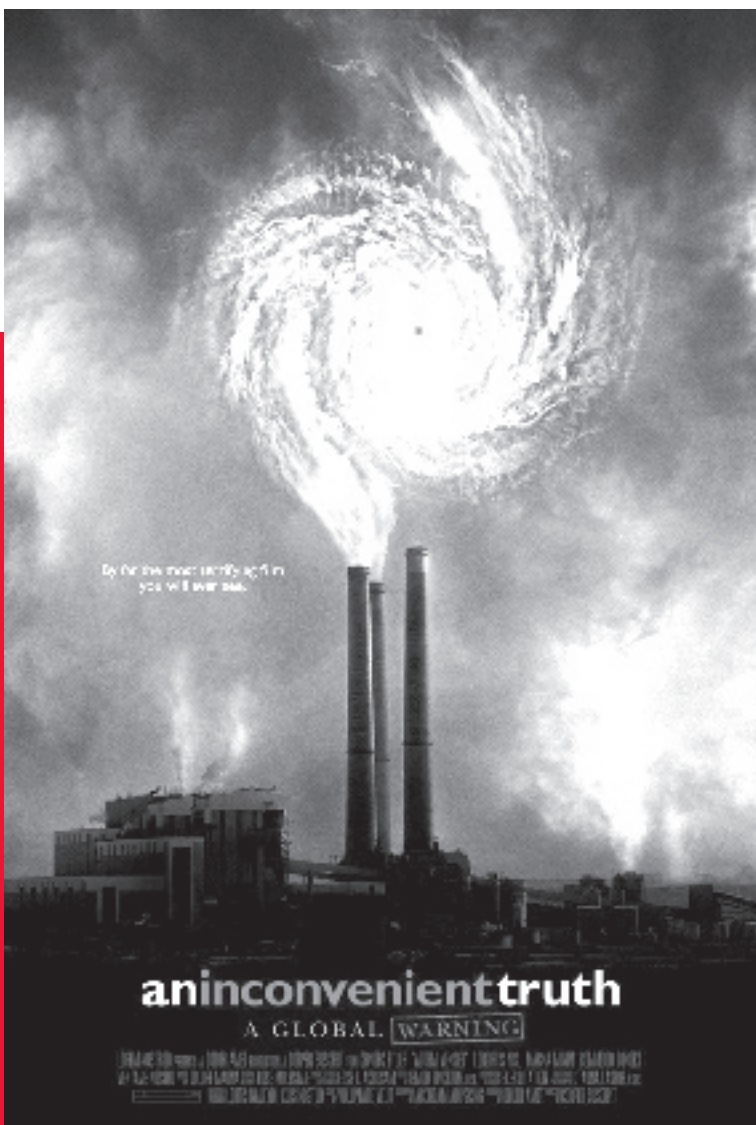
Mais les arbitrages inévitables, à l'échelle mondiale où le politique doit se structurer à très court terme, seront tout sauf aisés. Ainsi, le volume d'émission des gaz à effet de serre étant dans un rapport de 1 à 10 entre « Sud global » et « Nord global », une des urgences majeures est le transfert Nord-

Ce que nous devons mesurer ici et maintenant n'est pas si nous sommes capables de faire face, mais comment nous parviendrons à lever les obstacles avant qu'il ne soit trop tard.

Sud gratuit des technologies de « passage au durable », organisé par le système des Nations unies. On voit alors que la question de la légitimité d'instances qui auront à contraindre au moins les entreprises (compris les puissantes multinationales) et sans doute aussi parfois les Etats eux-mêmes ne pourra être longtemps éludée : la démocratisation de la mondialisation ne peut plus attendre.

Cette question de la légitimité se pose aussi, et dès maintenant, à notre échelle plus quotidienne : à Sandouville comme à Detroit, les militants du développement durable, qu'ils soient syndicaux ou associatifs, doivent articuler mutations productives et garantie des droits sociaux : sans « sécurité sociale professionnelle », comment accepter une alternative entre régression sociale massive et catastrophe écologique planétaire ? L'indivisibilité de l'écologique et du social, pour ne pas rester un slogan consensuel et creux, suppose la construction de rapports de forces qui en finissent – avant qu'il ne soit trop tard – avec un vieux monde objectivement condamné. Car il n'est pas question de décroissance du bien-être, mais bien de substitution, à une croissance mesurée au rendement du capital financier, d'un mieux-être dans les rapports des êtres humains entre eux et dans la relation de l'humanité avec ce qui l'entoure et la fait vivre.

C'est encore plus évident, plus au Sud, à propos des « damnés de la terre ». Bertrand Schwartz soulignait il y a des années déjà l'impossibilité de traiter d'enjeux de long terme avec des êtres humains dont les projets de vie sont à horizon de 24 heures. Nous devons certes oublier la célèbre formule de Keynes : « à long terme, nous serons tous morts », sauf à condamner non de lointaines générations futures mais tout simplement la prochaine. Seulement, nous n'y parviendrons que si dans le même temps les



**Quels droits
resterait-il
à vivre
si le monde
devenait, très
littéralement,
invivable ?**

© DK

sécurités minimales indispensables à la survie cessent de n'être réelles que pour une partie limitée de l'humanité. Ce n'est qu'à ce prix que notre vision sera assez cosmopolitique pour ne pas disparaître dans le verbalisme hors sujet.

Une nécessaire mutation politique

C'est dire aussi qu'il serait aussi intolérable qu'inefficace de s'enfermer dans la seule responsabilisation individuelle. Certes, les gestes de chacun de nous comptent, à la fois parce que les petits ruisseaux font les grandes rivières et parce que l'implication fait l'éducation. Mais la responsabilité des pouvoirs économiques, financiers et politiques est trop décisive pour pouvoir être esquivée derrière le « *greening* » de façade.

Plus profondément, les réponses de l'individualisme libéral, qui inspirent tant la Déclaration

d'indépendance des USA que la DDHC de 1789, ne suffisent plus aujourd'hui à garantir l'égalité en droits : la survie de la planète comme cadre habitable pour l'espèce humaine impose une cohérence à la fois politique et comportementale, qui suppose la définition d'obligations solidaires à la charge non seulement des gouvernants mais aussi des citoyens – non pas, rappelons-le avec force, comme condition de droits qui doivent rester égaux et inaliénables, mais comme condition du « *bonheur de tous* », eussent dit les auteurs de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

Le défi du « développement durable » conduit ainsi les militants de la citoyenneté et des droits que nous sommes à penser un nouveau contrat social, dans lequel nous ne retrouverons le « principe espérance » qu'accompagné d'un « principe responsabilité » et d'une logique coopérative et

solidaire. Mais cela suppose une transformation profonde des modes de prise de décision, des modes de calcul de la richesse et de l'utilité (commune comme privée) et du rapport entre l'individu, la collectivité et l'espèce.

On voit bien, notamment, que la crise écologique comme la crise financière/sociale imposent de revenir sur la survalorisation de l'activité spéculative au détriment du travail productif : le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits en témoigne tout autant que l'hypertrophie des transactions financières comparées à leurs contreparties « réelles » (en échanges de biens et de services). L'injustice sociale s'accompagne ici d'une aberration économique, dès lors que des activités parasitaires voire destructrices de richesse réelle sont valorisées comme contributrices à une prétendue « croissance ». Et l'aberration est tout autant écologique lorsque la myopie des spéculateurs et des marchés financiers pousse à surconsommer des énergies renouvelables, à négliger les « bilans carbone » ou à mutiler la biodiversité.

Rien de plus politique, donc, que la mutation qui fera du « développement durable » la seule voie de survie de l'humanité. Modifier la définition de la valeur, la répartition des fruits de la production et rétablir la maîtrise des mandataires des citoyens sur les choix économiques décisifs, le tout à l'échelle mondiale : il suffit d'énumérer ces impératifs pour mesurer à quel point, dans le nouveau cours auquel personne n'échappera, l'avènement d'une démocratie sociale effective et sa mondialisation progressive sont seules porteuses d'un avenir humain.

Le « développement durable », s'il est pris au sérieux et non pas réduit à une icône communicationnelle, est tout simplement la forme aujourd'hui nécessaire de ce progrès dont il nous faut retrouver le chemin. ●

(1) Croissance de quoi donc, au juste ? Du « produit brut marchand » et de lui seul, ne l'oublions pas... Mais le propre des totems est de faire perdre de vue ce qu'on rêve.

(2) Le désormais célèbre « *greening* » des publicités et des propagandes...

(3) Ainsi les prévisions sur les « migrants climatiques » à l'horizon 2050 varient-elles entre 200 millions et un milliard.